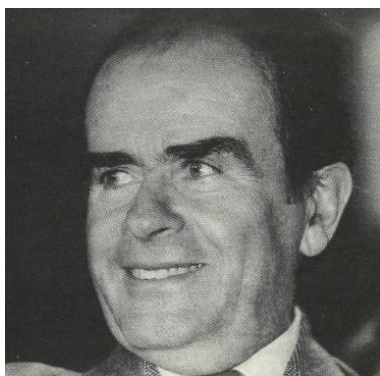


<http://lepcf.fr/Marxisme-et-pratique-revolutionnaire>



# Marxisme et pratique révolutionnaire

- Comprendre... - Théorie -



Date de mise en ligne : vendredi 1er juin 2018

---

Copyright © Faire Vivre le PCF ! - Tous droits réservés

---

**Intéressante contribution au bicentenaire de la naissance de Marx de la part de... Georges Marchais ! En mai 1986, l'hebdomadaire Révolution fait paraître un dossier sur Marx, sans doute parce que les communistes de l'époque ressentaient le besoin vis-à-vis de la société et du recul de notre influence, de redynamiser les outils qu'il nous avait légués. Evidemment, le texte de G.Marchais est en complète contradiction avec la politique actuelle de la direction du PCF : 32 ans d'abandons nous en séparent... Dans l'apport de G.Marchais, il y a un paragraphe intéressant sur le rôle de l'Etat, analyse que la direction du PCF a délaissé depuis bien longtemps. Il reste très sceptique sur l'existence du "libéralisme", ce avec quoi je suis entièrement d'accord, et de fait, il conteste ce renversement idéologique très habile consistant à nous faire croire que les capitalistes seraient pour une sorte de dépérissement de l'Etat, alors que les marxistes seraient pour le « tout-Etat ». On nage aujourd'hui en plein dedans, les forces dites de « gauche » étant submergés par ce tour de passe-passe idéologique de la grande bourgeoisie. Pratiquement tous fustigent la "libéralisation" des services publics ! Mais en quoi seraient-ils libérés alors que d'une appartenance collective au service de la liberté du plus grand nombre, ils passent à une appartenance privée, restreinte à une propriété lucrative, « dans les eaux glacées du calcul égoïste ». Rappelons que le pouvoir d'Etat s'exerce au profit de la classe dominante et que son premier rôle est celui de la répression pour sauvegarder le pouvoir de la bourgeoisie au cas où celui-ci risquerait de vaciller : cela n'a donc rien de très libéral... G.Marchais nous précise que « c'est le marxisme qui nous permet de concevoir l'Etat pour ce qu'il est : un terrain essentiel de la lutte des classes ».**

Dernière remarque : l'ancien secrétaire général du PCF évoque l'abandon récent de la référence au marxisme-léninisme. Il souligne que pour lui, il ne s'agit pas de « gommer l'apport de Lénine ». Je pense qu'il a été battu sur ce thème au sein des instances dirigeantes du PCF et qu'il essaye de se raccrocher à sa propre vérité. Mais, par la suite, l'évolution du PCF nous a montré la triste réalité...

PB

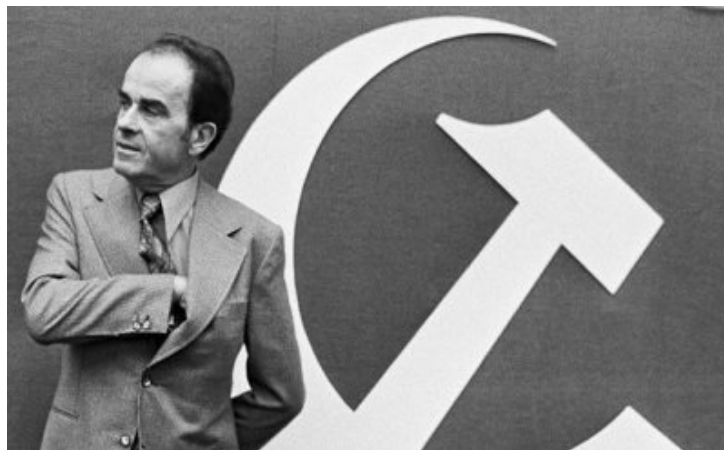
## Marxisme et pratique révolutionnaire

Analysant les conditions de formation du marxisme au 19ème siècle, Lénine soulignait qu'il « ne ressemble en rien à du "sectarisme", c'est-à-dire à une doctrine repliée sur elle-même, ossifiée, apparue à l'écart de la grande voie de développement de la civilisation universelle. Au contraire, tout le génie de Marx est précisément d'avoir donné des réponses aux questions que la pensée progressiste de l'humanité avait déjà posées ».

Ce trait est plus que jamais vérifié. Le marxisme est devenu aujourd'hui un courant essentiel de la pensée humaine, de la culture au plan mondial. C'est dire que notre parti ne prétend ni n'entend en être, dans notre pays, le dépositaire attitré. Il n'a donc pas pour vocation - ni, d'ailleurs, n'a aucune envie - de trancher à propos de tout ce qui relève du marxisme, et des débats théoriques que celui-ci suscite.

Mais, dans le même temps, notre parti a à voir, de manière vitale, constitutive, avec le marxisme. Comme le disent nos statuts « dans son effort constant d'analyse de la réalité sociale, dans son activité théorique comme dans son action, le Parti communiste français s'appuie sur le socialisme scientifique, fondé par Marx et Engels, puis développé par Lénine et d'autres dirigeants et théoriciens du mouvement ouvrier ».

Car le marxisme n'est pas une "idéologie" parmi d'autres. Sa raison d'être n'est pas seulement d'« *interpréter le monde* », mais de le « *transformer* ».



### Passé, pas dépassé

Ce qui est au coeur de la découverte de Marx, c'est en effet, une analyse de l'Histoire montrant en particulier que le capitalisme n'est pas un régime social éternel, mais une configuration transitoire. Comme d'autres théoriciens français avant lui, il découvrit dans la lutte des classes le moteur du développement social, et il poussa plus avant l'analyse des contradictions réelles, trouvant "le secret" du mécanisme de l'exploitation capitaliste. Ainsi, le premier, il établit de manière scientifique « *la loi d'après laquelle toutes les luttes historiques, qu'elles soient menées sur le terrain politique, religieux, philosophique ou dans tout autre domaine idéologique, ne sont en fait, que l'expression plus ou moins nette des luttes des classes sociales* » (Engels).

La lutte de classe n'est donc pas une invention arbitraire, une façon de voir les choses résumée par une expression à laquelle on pourrait par élégance - lutte contre la "langue de bois" oblige - renoncer : elle est la réalité même de l'Histoire. C'est cette conception qui permit à Marx de donner au socialisme son caractère scientifique. Le socialisme n'est plus un idéal qu'il s'agirait de tenter d'introduire dans la vie ; il est l'enjeu d'antagonismes, de conflits sociaux, de rapports de forces réels dont il peut surgir.

Parvenir à ce résultat ne fut pas chose facile. Marx dut affronter les idéologies de son temps, dépasser les apparences trompeuses de la société capitaliste pour en renouer les fils véritables. Pour parvenir à ce vaste travail critique, il dut lui-même prendre parti, se situer sur une position de classe car, comme il l'affirme dans *le Capital*, « *en tant qu'une telle critique représente une classe, elle ne peut représenter que celle dont la mission historique est de révolutionner le mode de production capitaliste et, finalement, d'abolir les classes - le prolétariat* ».

Il restait à donner corps à ce point de vue. Ce fut la bataille de Marx et d'Engels pour adjoindre à la critique théorique du capitalisme sa force critique pratique, pour donner à la classe ouvrière une organisation bien à elle, qui ne la mette plus à la remorque de la bourgeoisie ; une organisation qui, dans ses objectifs et son mode de fonctionnement, puisse incarner la permanence de ce point de vue de classe : un parti révolutionnaire.

Tout cela, qui est passé, n'est pas pour autant dépassé. Ces orientations constituantes du socialisme scientifique, l'analyse de classe qui en est l'âme vivante, permettent de prendre, par rapport à la réalité de notre temps, le point de vue critique et révolutionnaire qui était celui de Marx par rapport à la situation de son époque.

Bien sûr, il ne s'agit pas pour moi, dans le cadre de cet article, de traiter de cette idée essentielle de manière exhaustive. Je m'en tiendrai seulement à trois exemples.

### La preuve par la crise

D'abord, la crise qui affecte aujourd'hui l'ensemble du tissu social dans notre pays, et les mutations que connaît notre société.

Ces mutations constituent l'acte d'accusation majeur des adversaires du marxisme. Ceux-ci expliquent qu'étant né de l'analyse de la société capitaliste du 19ème siècle, le marxisme ne peut plus fournir de réponses aux questions actuelles. Complétant leur raisonnement au plan politique, les mêmes qualifient l'affaiblissement de notre parti - dont les causes, comme nous l'avons analysé avec précision lors du 25ème congrès, sont de nature politique - de « *déclin historique* » : notre parti aurait été le parti d'une classe ouvrière d'une époque désormais révolue et, à ce titre, il serait condamné par l'évolution même des choses...

Ce sophisme n'a aucun fondement dans la réalité. Comme le 25ème congrès de notre parti et la réunion du Comité central des 12 et 13 mai l'ont montré, le caractère des mutations de notre société atteste bien plutôt la vitalité du marxisme et tend à élargir les bases sur lesquelles reposent l'existence et l'action du Parti communiste.

En effet, ces transformations mettent-elles en cause le caractère capitaliste de la société et l'existence de la classe ouvrière ? Aucunement. Ce que nous constatons, c'est que sciences et techniques ne sont neutres ni dans leurs conceptions ni dans leurs buts, que leur développement est, aujourd'hui, mis au service du capital, c'est-à-dire non pas du développement humain, mais de la recherche de la rentabilité financière. De ce choix de classe et des décisions quotidiennes qu'il appelle, il résulte blocages, gâchis, contradictions, surexploitation ; bref, tout ce qui fait la crise de cette société capitaliste.

Quant à la classe ouvrière, loin de la faire disparaître, les fonctions productives nouvelles conduisent tout au contraire à renforcer sa place et son rôle dans la société, à la diversifier et à l'enrichir de composantes nouvelles. Comme l'indique le rapport du Comité central auquel je viens de faire allusion, « *aujourd'hui comme hier, font partie de la classe ouvrière toutes celles et tous ceux qui, dans le cadre de la production des richesses matérielles, participent au collectif de travailleurs créateurs de valeurs et ne possédant pas les moyens de production* ».

Cette analyse permet de mettre en évidence l'enjeu de classe que constitue le progrès scientifique et technique, de mettre en cause la façon dont il est utilisé par le capital, et de lutter pour que soient développées toutes ses possibilités au service de l'homme. Nous sommes en plein dans le marxisme, dont les fondateurs dénonçaient le système capitaliste qui fait des « *puissances scientifiques de la production autant de pouvoirs hostiles opposés au producteur* », et qui décelaient « *la possibilité d'assurer, au moyen de la production sociale, à tous les membres de la société une existence non seulement parfaitement suffisante du point de vue matériel et s'enrichissant de jour en jour, mais leur garantissant aussi l'épanouissement et l'exercice libres et complets de leurs dispositions physiques et intellectuelles* ».

### Concevoir l'Etat pour ce qu'il est

Prenons, en second lieu, les questions de l'Etat et des institutions.

L'actualité fournit chaque jour des exemples d'avancées des privilèges et du pouvoir de l'argent au nom de la « *lutte contre le tout-Etat* ». Bien entendu, nous nous opposons à cette offensive. Faut-il en déduire que nous avons, pour autant, une conception angélique de l'Etat, qui se serait situé au-dessus des classes jusqu'à ce mois de mai 1986 ? Allons donc !

Notre opposition résolue à la privatisation de TF1 et à la démolition de l'ensemble du service public, notre engagement dans la lutte pour faire échec à ce projet ne signifient nullement que nous considérons cette chaîne comme un modèle de démocratie et de pluralisme... Au contraire ! Ces dernières années, le point de vue des communistes n'y a jamais autant été déformé, et notre temps d'antenne autant réduit. Le monolithisme de l'information, l'introduction dans la gestion des chaînes publiques des règles de la rentabilité financière ont été le fait du pouvoir, de l'Etat. Celui-ci n'est pas neutre.

De même notre opposition au détournement du patrimoine national que constituerait la vente au privé des entreprises nationalisées ne signifie pas plus que nous considérons comme positive la façon dont elles ont été gérées. Ces entreprises sont la propriété de l'Etat, mais ce ne sont pas moins les méthodes capitalistes qui y ont sans cesse prévalu et qui ont entravé leur bonne marche.

De même encore : le gouvernement Chirac veut supprimer l'autorisation administrative de licenciement. Nous disons : non ! Mais cela ne signifie pas que nous accordions à cette mesure des vertus qu'elle n'a jamais eues. On sait que la quasi-totalité des licenciements demandés avant mars 1986 ont été accordés. Et, surtout, comme l'expliquait Delebarre alors ministre du Travail, cette autorisation, en faisant reconnaître « *la validité économique du licenciement* » par l'autorité de l'Etat, avait l'avantage de « *désamorcer la contestation dans l'entreprise* »...

On pourrait continuer longtemps sur ce sujet : évoquer la manière dont les institutions régionales sont utilisées par le patronat pour accroître leurs profits et aggraver la crise, mettre en évidence la nature monarchique du pouvoir actuel, traiter du retour au scrutin uninominal à deux tours et de l'inacceptable charcutage auquel il donne lieu... A chaque fois, on ne peut comprendre ce qui relève des décisions de l'Etat et de la nature des institutions si on en ignore le contenu de classe. Comme le remarquait Lénine, « *les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telle ou telle classe* ».

C'est le marxisme qui nous permet de concevoir l'Etat pour ce qu'il est : un terrain essentiel de la lutte des classes. Comme on le sait, cette idée a une place majeure dans notre stratégie qui fait de la démocratie le but et le moyen de la société socialiste à la française pour laquelle nous luttons.

Troisième exemple : le mouvement des idées.

A entendre les commentateurs, les mesures prises actuellement par le gouvernement Chirac, telles la privatisation de TF1, les dénationalisations projetées, la pression sur l'épargne populaire, la libération du contrôle des changes, ou encore la suppression promise de l'impôt sur les grandes fortunes, tout cela serait le résultat d'une "idéologie" : le libéralisme. Et en disant cela, tout serait dit... On explique qu'il y aurait, au gouvernement, des "doctrinaires" de cette idéologie. D'autres seraient plus "pragmatiques", moins "idéologues"... Le Parti socialiste, lui, aurait fait l'erreur en 1981, de vouloir opérer maintenant une « *révision idéologique* », une véritable « *révolution culturelle* »... Des idées, rien que des idées...

### **La réalité, nous ne l'aborderons pas en nouveau-nés**

Mais ces idées, d'où viennent-elles ? A quoi sont-elles destinées ? Le marxisme répond : à défendre des intérêts de classe. La méthode est ancienne - Marx la dénonçait au milieu du 19ème siècle - qui consiste à « *affubler d'un vêtement idéologique prétentieux les façons de sentir les plus banales des petits bourgeois* ». Il ajoutait dans *le Capital* qu'en ce qui concerne les doctrines économiques, cela faisait longtemps, déjà, que « *la question n'était plus de savoir si tel ou tel théorème était vrai, mais s'il était utile ou nuisible au capital, s'il lui causait de l'agrément ou du désagrément, s'il était contraire ou non aux règlements de police* »... Les choses n'ont pas changé. Derrière le «

*libéralisme* » du gouvernement, il y a la volonté d'accroître encore les profits financiers, de permettre que la Bourse continue toujours plus de flamber au détriment des intérêts des travailleurs et du pays. Derrière la « *révision idéologique* » du Parti socialiste, il y a la volonté de s'imbriquer totalement dans le dispositif d'alternance à l'américaine qu'on veut mettre en place en France, afin de perpétuer la domination du capital.

Et les communistes ? Eux ne cherchent pas à masquer les intérêts de classe que leur "idéologie" défend. Les idées qu'ils avancent ont pour objectif de combattre la crise du système capitaliste, de rassembler les forces populaires pour changer la société. Il y a des racines aux idées, aux valeurs et à leur mouvement, et la lutte des idées est partie intégrante de la lutte des classes.

On le voit, nous ne considérons pas le marxisme comme une doctrine intangible, définissant à l'avance des « *recettes pour les marmites de l'avenir* ». Nous avons rejeté, une fois pour toutes, la pratique des « *célèbres citations* » qu'il suffisait de commenter pour retrouver en bout de course et quoi qu'il arrive une réalité sociale censée les illustrer et les justifier à tout prix. Nous partons, à l'inverse, de la réalité sur laquelle nous agissons. Mais nous ne l'abordons pas en nouveau-nés. Nous l'abordons en révolutionnaires, soucieux d'en déjouer les pièges et les faux-semblants, mettant à profit l'expérience, celle de notre peuple et celle des autres, prenant appui sur l'ensemble de ces acquis qui nous sont légués.

En ce sens, et à l'opposé de toute attitude livresque, nous ne réduisons pas le marxisme au seul apport - décisif, il est vrai - de Marx. Mieux même, si nous avons renoncé à nous référer au « *marxisme-léninisme* », ce n'est pas pour gommer l'apport de Lénine et indiquer qu'il faudrait procéder à un retour à la source unique que serait l'oeuvre de Marx. C'est très exactement, au contraire, pour indiquer qu'il est réducteur de limiter la pensée essentiellement vivante qu'est le marxisme au seul apport de ses "pères fondateurs". C'est pour indiquer que le marxisme n'est pas une doctrine constituée une fois pour toutes, figée, mais une « *théorie, matérialiste et dialectique, (qui) s'enrichit sans cesse à partir de l'avancement du savoir et de la pratique sociale, des expériences de l'action de classe des travailleurs en France et dans le monde, des enseignements positifs et négatifs de l'édification du socialisme* » (préambule des statuts du PCF).

C'est de cette manière que nous pouvons à la fois être fidèles à Marx, au point de vue « *critique et révolutionnaire* » qu'il nous a légué : en étant ouverts aux réalités et aux défis inédits de notre époque.

Georges Marchais

Révolution spécial Marx n°325, 23-29 mai 1986